

# Hôtel Rwanda

## Hollywood et l'holocauste en Afrique Centrale

Par Keith Harmon Snow

Le 24 janvier 2006

Corrected 1 November 2007 (re: Rutaganda).

[www.allthingspass.com](http://www.allthingspass.com) (texte original en anglais)

Qu'est ce qui s'est passé au Rwanda en 1994? La version officielle indique qu'un génocide bien calculé a eu lieu à cause de l'animosité profonde entre la tribu majoritaire Hutu au pouvoir et la tribu minoritaire Tutsi.

Selon cette version au moins 500,000 ou peut être 1,2 millions de Tutsis – et quelques Hutus modérés – ont été sauvagement éliminés dans quelques mois; et la plupart a été tuée avec des machettes.

Les tueurs dans cette version n'étaient autres que les Hutu aguerris issus des Forces Armées Rwandaises (FAR), l'armée hutu, soutenus par la fameuse milice – Les Interahamwe, c'est-à-dire, “ceux qui tuent ensemble” – une milice très inhumaine et de mauvaise augure.

“Pendant un laps de temps de trois mois cruels, entre avril et juillet 1994”, écrit Samantha Power, une experte britannique en matière de génocide à l'occasion de la commémoration du dixième anniversaire du génocide, “ le Rwanda a fait l'expérience d'un génocide plus efficace que celui qui a été perpétré par les Nazis pendant la Deuxième Guerre Mondiale. Les tueurs étaient composés de groupes variés: des extrémistes ivres chantant “Le pouvoir hutu, le régime hutu, la puissance hutu”; puis les soldats en uniforme; ensuite les hommes miliciens virtuellement décidés de liquider tous les “Tutsis Inyenzi”, c'est-à-dire les *blattes*; et finalement les villageois ordinaires qui n'ont pas contemplé ou calculé de tuer de leur propre gré mais qui se sont décidés à se joindre à la frénésie.” [1]

“Hôtel Rwanda”, un film qui a été décerné plusieurs prix, offre la version hollywoodienne et la toute dernière description du cataclysme. Le film est-il précis, exact, juste? Le film est traité comme une histoire vraie. Le génocide a-t-il eu lieu au Rwanda comme il est largement et universellement imaginé? Avec des centaines de milliers de Hutus fuyant le Rwanda en 2005, par peur de répression de la part du gouvernement tutsi actuellement au pouvoir et ses tribunaux des villages pour juger les coupables du génocide, les Gacaça, désormais opérationnels, une autre lecture sur les événements ne s'avère-t-il pas nécessaire? [2]

Est-ce que Samantha Power, une journaliste qui a été décernée le Prix Pulitzer, décrit le génocide d'une façon honnête et sans détour? [3]

### **Les Piliers du Film Hôtel Rwanda**

Quand Human Rights Watch a décidé de mener des enquêtes sur le génocide, cette organisation de défense de droits de l'homme américaine a envoyé Alison des Forges pour relater et puis écrire l'histoire et le produit du travail de ses longues enquêtes revenait à un grosse thèse sur le génocide au Rwanda intitulé ``Leave None to Tell the Story`` (Épargne personne pour relater ou écrire l'histoire). L'ironie est amassée sur l'ironie, si nous considérons le fait que ceux qui ont survécu le génocide (les rescapés) pour relater l'histoire sont complètement réduits au silence par les rélateurs "autorisés" telle qu'Alison des Forges

“Alison des Forges est une menteuse,” a estimé le journaliste camerounais Charles Onana, auteur du livre “Les Secrets du Génocide Rwandais; Enquêtes sur les Mystères d'un Président”, “*The Secrets of the Rwandan Genocide, Investigations on the Mysteries of a President*” publié en français en 2001. Onana demeure inflexible: “Elle est une menteuse” [11].

Le général du FPR et président du Rwanda, Paul Kagame a porté plainte contre Charles Onana pour diffamation dans un tribunal français et il a perdu le procès. [12]

Jean-Marie Higiroy, ancien directeur du Bureau des Services d'Information Rwandaise (ORINFOR), qui a échappé aux tueries, avec sa famille au début du mois d'avril 1994, a déclaré: “Des Forges avait écrit un livre qui est devenu la Bible du drame rwandais. Tout le monde s'y réfère même si certaines choses qu'elle a écrites peuvent être considérées comme de l'ordre d'une fiction. Je ne crois pas qu'elle est une menteuse de renommée internationale, mais je ne sais pas pourquoi elle n'a mené des enquêtes que sur les abus de droits de l'homme commis par les Hutus et non sur les abus de droits de l'homme commis par le FPR,”

Le film Hôtel Rwanda est basé sur les piliers des reportages sélectifs des agences de droits de l'homme, mais il décolle vraiment à partir du célèbre livre/reportage de Philip Gourevitch, premier expert africain du New Yorker magazine, intuition: “We Regret To Inform You That Tomorrow We Will Be Killed With Our Families” (Nous regrettons de vous informer que demain nous serons tués avec nos familles).

Victoria Brittain, reporter au quotidien britannique, The Guardian, mais qui contribue aussi au magazine rwandais “Nation” sur le génocide au Rwanda, a, dans un article, recommandé le livre de Gourevitch, en ces termes: “Le petit livre de Gourevitch doit être obligatoirement lu par les Chefs d'État et les ministres de la défense à travers toute l'Afrique; ainsi que par tous les fonctionnaires de l'ONU impliqués dans des opérations du maintien de la paix et de l'aide humanitaire, à commencer le Secrétaire Général de

l'ONU vers le bas, et les supérieurs généraux des congrégations missionnaires aux États-Unis, en France et en Belgique.”

La Faculté Internationale des Droits universels de l'homme de l'Université américaine a recommandé pendant plusieurs années à ses étudiants et chercheurs de lire et d'étudier profondément le livre de Philip Gourevitch sur le génocide au Rwanda, en préparation aux travaux judiciaires au TPIR. Le professeur Melissa Crow qui donne cours dans cette faculté, avant d'occuper ce poste, a commencé son travail en passant tout une année avec Human Right Watch (1994-1995); puis elle a travaillé à Kigali, Rwanda, sous le gouvernement du FPR, au bureau du Procureur du TPIR; après quoi elle a été embauchée (employée) par Foley, Hoag et Elliot, une firme d'avocats très influente à Washington et très proche du Conseil d'Amitié Américano-ougandaise qui entretient des liens étroits avec Chevron Texaco, Coca-Cola, la Fondation William Jefferson Clinton et la Fondation Pangea Universelle qui offrent des fonds pour la lutte contre le Sida (Pangea Global Foundation). Ces dernières sont très actives au Rwanda.

Remarquablement, un juge américain de l'immigration basé à St. Paul, Minnesota, a, quant à lui imposé à tous les procureurs et avocats (défendant ou traitant les dossiers sur les cas de requête d'asile politique introduits par les réfugiés rwandais) la lecture et l'étude obligatoirement du livre de Gourevitch; ce qui constitue un précédent dangereux et irresponsable. [13]

C'est l'Institut américain pour la Paix (United States Institute for Peace), un rejeton du Département d'État américain (remarquez cette appellation tout à fait Orwellienne), qui a mis des fonds à la disposition de Gourevitch pour la publication de son livre. [14]

Ce que nous ignorons au sujet de Philip Gourevitch c'est le fait que son beau-frère Jamie Rubin, soit le bras droit de Madeleine Albright; et que c'était grâce à son influence, que Gourevitch a pu planter une perspective étroite et limitée sur le Rwanda au sein de l'opinion nationale américaine. [15]

Philip Gourevitch est un ami intime du Président Rwandais Paul Kagame. Je regrette de vous informer que Philip Gourevitch n'est pas un journaliste impartial, indépendamment du fait que beaucoup de gens ont aimé son livre et ont été touchés par ce qu'il a écrit dans son livre, parce qu'il s'est aligné avec un groupe de protagonistes dans le drame rwandais, les Tutsis notamment, et il a relaté son histoire dans un sens unique et il l'a relatée d'une mauvaise façon. [16]

Howard W. French du "Time Magazine" a fait la critique suivante au sujet du livre de Gourevitch: "Gourevitch commence son récit en présentant les Tutsis comme des victimes saintes et innocentes. (...) Je crois qu'il s'agit ici purement d'une malhonnêteté intellectuelle. C'est un Gourevitch, qui, chaque mois, sortait dans le New Yorker, une image bien détaillée, bien écrite – et si vous ignorez les faits - bien remarquable au sujet du Rwanda, présentant le Rwanda comme l'Israël de l'Afrique Centrale et les Tutsis comme les Juifs de l'Afrique Centrale. Ce sont des choses très remarquables. Je ne suis

pas sur le terrain en Afrique Centrale pour voir que la réalité y est très, très différente.” [17]

Le thème du génocide au Rwanda – qu’il soit vrai ou faux – a donné naissance à une industrie qui tourne autour d’un modèle, d’une conspiration simplifiée. L’apparition du film Hôtel Rwanda marque le “coup de grâce” dans un long processus où les faits, les laides réalités et les sales où les détails de ce qui s’est passé au Rwanda ont été distillés en un récit qui se reproduit dans les médias, dans les films, dans la littérature, dans des colloques et séminaires sur le génocide, dans des ateliers sur la réconciliation; Et cela demeure aujourd’hui le discours prédominant dans les cercles académiques. Le journaliste Québécois Robin Philpot l’a qualifié d’un “récit correct et particulier”. [18]

### **La falsification de la conscience américaine (sic)**

Le génocide rwandais est devenu une mythologie: la mythologie du génocide rwandais, ou mieux si vous le voulez, “La Mythologie de l’Holocauste Tutsi”. Mais comme le professeur africain Amos Wilson l’indique, cette mythologie vise tout simplement la “Falsification de la Conscience africaine”. On ne peut pas comprendre le présent si et seulement si on comprend d’abord le passé.

Pour comprendre la genèse et la croissance de la mythologie sur le génocide rwandais, vous devez d’abord prendre en considération le texte sur lequel le film Hôtel Rwanda est basé. En effet, il est basé sur le livre “Hôtel Rwanda—The Official Companion Book (Hôtel Rwanda, Le Vad Mecum ou Guide Officiel)” qui décrit le processus qui consiste à engendrer le vrai récit d’un héros africain à filmer.[19] Ce livre efface tous les faits fondamentaux à propos du rôle joué par FPR et ses commanditaires dans la grande guerre qui continue de ravager la Région des grands lacs africains, laquelle a causé la mort d’à peu près sept millions de personnes depuis l’offensive initiale du FPR, c’est-à-dire son invasion du Rwanda à partir de l’Ouganda en 1990. [20]

À la place, le livre offre un bref horaire des événements qui accentue ou qui exagère les arguments qui serviraient mieux la prédominante mythologie Hôtel Rwanda, et exclut les faits qui saperaient la mythologie en question. Toute la raison d’être de la guerre brutale et ensanglantée pour le contrôle du Rwanda est donc obscurcie.

Octobre 1990: Les guérilleros issus du FPR envahissent le Rwanda à partir de l’Ouganda; le FPR est essentiellement composé de Tutsi. Un cessez-le-feu est signé le 29 mars 1991. À première vue, cette déclaration emploie le mode définitif pour relater l’action du FPR: LE FPR A ENVAHI... Le FPR a envahi le Rwanda à partir de l’Ouganda. Cependant, le contexte dans lequel le FPR a accédé au pouvoir est effacé. L’infiltration du Rwanda par le FPR a commencé aux environs de 1986 après l’accession de Yoweri Museveni au pouvoir en Ouganda avec le soutien de certaines puissances occidentales bien connues. Paul Kagame, l’actuel président Rwandais était chargé du Directoire des Services (d’intelligence) Militaires auprès de Museveni, et, a, par après dirigé le FPR. Mais l’invasion du FPR constituait une grosse violation de la charte internationale contre une

nation souveraine – un aspect que l’industrie Hôtel Rwanda ignore complètement ou balaye sciemment sous les tapis.

Jamais condamné par “la communauté internationale” la “lutte” du FPR a été soutenue par des agents occidentaux très puissants tout comme par des institutions internationales très puissantes, y compris le FMI et la Banque Mondiale, qui ont entravé le gouvernement d’Habyarimana au Rwanda avec des programmes d’austérité en parfait synchronisation avec l’attaque du FPR. Voilà ce qui a rehaussé la violence alors désormais institutionnalisée et inculquée dans les mentalités à travers le Rwanda. Combiné avec la chute des prix du café au marché mondial, des milliers de cultivateurs Rwandais se sont trouvés dans l’impossibilité de joindre les deux bouts au début des années 1990. Une souffrance infrahumaine jamais vue au Rwanda pendant des décennies commençait à prévaler.

La majorité du peuple rwandais, pris en otage par la propagande des factions rivales - le spectre des intérêts politiques alignés soit pour ou contre le FPR, soit pour ou contre le gouvernement rwandais dirigé par le Président Juvenal Habyarimana – ont trouvé des boucs émissaires moyennant leurs positions dans la société.

Les intérêts économiques ont prédominé dans un environnement où une firme minorité d’élites contrôlaient de plus en plus la vie et la mort de la majorité.

Le soulèvement, le spectre d’une rébellion et de la violence institutionnalisée ont provoqué l’hostilité parmi les groupes ethniques; et les élites contrôlant les médias, toutes les tendances confondues, ont commencé à user de leurs plateformes pour semer la rivalité ethnique comme le vernis d’un agenda profondément caché: la lutte des classes. Les Hutus ont été déshumanisés aussi fréquemment que les Tutsis.

Jean-Marie Higiéro écrit: “Les soi-disant journaux qualifiés de “Pro Opposition” représentaient en fait les intérêts des leaders du MRND [le gouvernement hutu], comme essentiellement mauvais et corrompus. Ils étaient des menteurs, des idiots, des animaux, des assassins sanguinaires et bellicistes. Quelques-uns de ces journaux ont publié des caricatures d’un Président Habyarimana couvert de sang. [21]

Le FPR et la Diaspora Tutsi Rwandaise avaient eux aussi leurs propres publications parmi lesquelles la plus connue c’était le Impuruza, publié aux États-Unis (1984-1994). Les réfugiés tutsis se sont joints à Roger Winter, le directeur du Comité américain pour les réfugiés pour trouver des fonds pouvant aider à financer la production et la publication de Impuruza.

L’éditeur, Alexandre Kimenyi, est un citoyen rwandais d’origine et un professeur à l’Université de l’État de Californie. Pareil à la plus part des publications tutsies, Impuruza circulait clandestinement au Rwanda parmi l’élite Hutu et Tutsi.

Dans la première édition de Impuruza, Festo Habimana, président de l’Association des Banyarwanda de la diaspora aux États-Unis, a écrit: “Nous sommes une nation en exil, un

peuple sans leadership, sans direction, sans conduite, ‘les juifs de l’Afrique’ une nation sans état.”

Habimana a sommé tous les réfugiés tutsis à s’unir. “Mais notre succès dépendra entièrement de nos propres efforts et de notre unité, et non de la communauté internationale comme certains le perçoivent... Aussi longtemps que nous sommes éparpillés, sans direction, sans leadership, ‘les affaires, le business comme d’habitude’ constituera toujours la politique des Hutus pour leur part. Nous sommes un peuple très habile, capable et compétent qui jouit des bénédictions abondantes. Qu’attendons-nous? Un génocide?” [22]

C’est ainsi que l’Association des Banyarwandas de la diaspora aux États-Unis, jouissant de l’assistance et du soutien de Roger Winter, a organisé une “Conférence Internationale sur le Status des Réfugiés Banyarwandas [Tutsis]” à Washington DC en 1998. C’est ici où une solution militaire au “Problème Tutsi” a été trouvée. C’est le Comité américain pour les réfugiés qui a apparemment organisé tout le transport et le logement des participants. [23]

Roger Winter est un intime de la USAID, et un allié de longue date de Susan Rice, l’ancienne Secrétaire d’État adjointe pour les affaires africaines (1997-2001), Assistante Spéciale du Président Bill Clinton (1995-1997), un agent du Conseil de Sécurité (1993-1997), et par conséquent et un “vrai poisson dans l’eau” dans cette institution. Roger Winter est aussi un supporteur ferme du “Congressman” (député) Donald Payne, un Républicain. Winter a joué le rôle de porte-parole du FPR et ses alliés et est apparu comme l’invité de plusieurs grandes chaînes de télévision américaines. Entre autres le PBS et le CNN. Philip Gourevitch et Roger Winter ont entrepris des contacts au profit du FPR auprès des médias américains, particulièrement le Washington Post, le New York Times et le Time magazine. Roger Winter et le “Congressman” (député) Donald Payne continuent à manipuler les affaires africaines: plus notablement leurs exagérations récentes sur le génocide au Darfour, au Soudan, pour lequel Donald Payne a sponsorisé le fameux “*Darfur Genocide Accountability Act*” – une loi qui oblige les États-Unis à intervenir et mettre fin au génocide au Darfour.

Deuxièmement: le langage de l’Horaire d’octobre 1990 cité ci haut souligne le propos très contradictoire selon lequel le FPR était composé “essentiellement des Tutsis. Selon la mythologie du génocide, le cataclysme au Rwanda était l’aboutissement des guerres tribales entre les Hutus et les Tutsis, dans une certaine mesure avec l’implication de la France.

Qui étaient les éléments non-tutsis dans un FPR “à prédominance” tutsie? Quelles sont donc les implications? Étaient-ils des Hutus? Comment les Hutus pouvaient-ils s’aligner ou se battre aux côtés des Tutsis si les Hutus étaient supposés vouloir ou étaient en train d’exterminer TOUS les Tutsis sur base d’un plan bien organisé et bien prémédité? Le terme “Hutu modéré” invite à un *conundrum* similaire (un problème complexe et difficile à comprendre). Qu’est ce qu’un “Hutu modéré” dans cadre juridique international sur le génocide?

Jean-Marie Higiroy le dit mieux: “Les professeurs d’université et les journalistes divisent les Hutus en deux catégories: les modérés d’une part et les extrémistes d’autre part, suivant les mythes de Hollywood. Ils ne suggèrent jamais qu’ils y avaient des Hutus qui n’ont jamais appartenus à l’une ou l’autre de ces deux catégories. Il y a en qui ont été terrifiés par les deux côtés à la fois et qui n’avaient qu’à prendre fuite pour uniquement sauver leurs vies. Les professeurs d’université et les journalistes ne font jamais la même chose (ou la même distinction) avec les Tutsis, et jamais bien sûr avec le FPR, c’est-à-dire, ils n’ont jamais fait une dissociation quelconque même si le FPR était un conglomérat des suprématistes Tutsis, des républicains et des monarchistes. Ces suprématistes sont hautement placés au sein du gouvernement actuel au Rwanda; notamment Tito Rutaremara, l’un des idéologues du FPR ainsi que le Général Ibingira, le boucher de Kibeho.”

La définition même du génocide serait mise en question s’il arrivait qu’il y ait des motifs ou des intérêts politiques, économiques voire même un conflit de classe – comme opposé à un conflit ethnique tel qu’on voudrait nous le faire croire – lesquels intérêts ou motifs qui, en fait étaient derrière des centaines des milliers de morts (soit 1,2 millions) dont la responsabilité avait été sans doute attribuée aux Hutus génocidaires. En fait, une examination profonde du “génocide” au Rwanda soulève justement de telles questions qui dérangent.

Déterminer ce qui constitue un génocide n’est pas une chose toute faite comme si évoquer le génocide rwandais revient à dire: Hutu contre Tutsi, ou bien les listes des Tutsis visés à être tués à l’arme blanche par les Hutus, contre l’absence ou le manque de listes des Hutus visés à être tués à l’arme blanche par les Tutsis, quelle que soit la terreur que le mot *Interahamwe* maintenant inspire dans l’âme de toute personne quand on l’entend être prononcé.

Après la fiche d’octobre 1990, l’horaire dans le guide omet toute référence au FPR jusqu’en février comme si les supposés rebelles Tutsis “héroïques” ne faisaient qu’attendre patiemment de l’autre côté de la frontière rwando-ougandaise sans lever un seul doigt contre une seule personne. Et pourtant les massacres ont eu lieu au nord du Rwanda après l’invasion en octobre 1990 ainsi qu’après le cessez-le-feu de 1991; et ces massacres ont été commis par le FPR. Plusieurs milliers de réfugiés ont fui les régions avoisinant la frontière rwando-ougandaise par peur des atrocités récurrentes commises par le FPR.

(En tant qu’auteur de cette critique, je me rappelle bien du sort des touristes traumatisés qui débarquaient d’une petite camionnette pick-up qui venait de traverser la frontière Rwandaise pour aller en Ouganda en 1991. J’étais à Kasinfi, au sud-ouest de l’Ouganda. Un homme rwandais déjà mort s’étalait à côté d’une femme occidentale. Il a été atteint de balles tirées par un tireur embusqué du FPR au moment où la camionnette empruntait la route vers l’Ouganda. J’ai vu la camionnette stoppée, fouillée par le FPR et le cadavre de l’homme mort pris par le même FPR).

A partir de 1990, les cellules terroristes du FPR ont commencé à infiltrer Kigali, la capitale, et d'autres régions du Rwanda. C'est avec leur arrivée que les atrocités se sont accentuées, mais ces atrocités ont été cependant attribuées au gouvernement Habyarimana d'une manière fréquente; y compris les assassinats, les massacres et les disparitions (kidnappings). Au mois de mars 1993, le nombre des personnes intérieurement déplacées (PID) a atteint un million. Le FPR pratiquait la tactique de la terre brûlée. Le FPR ne voulait pas administrer un territoire quelconque ou traiter avec les populations locales. Le FPR a forcé de déplacer les gens, a bombardé les camps des réfugiés, ces personnes intérieurement déplacées dans leur propre pays, faisant tomber des obus sur ces camps devenus des camps de la mort et a continué sa marche vers Kigali. Le FPR a massacré quelques captifs, les a enterrés dans des fosses communes ou les corps ont été incinérés, et le FPR s'est servi des rescapés comme des porteurs pour transporter les munitions, creuser les tranchées ou préparer leurs repas.

Selon un Rwandais maintenant basé aux États-Unis, avant 1994, la plus part des Tutsis qui avait un boulot au Rwanda contribuait financièrement à la campagne politique et militaire du FPR. Les gens avaient peur de ne pas payer les taxes obligatoires prélevées par l'impitoyable institution militaire qu'était le FPR.

Le Gouvernement Habyarimana a répliqué à la terreur par la terreur, mais la communauté internationale des organisations de droits de l'homme avait déjà pris parti dans cette guerre: le Gouvernement Hutu d'Habyarimana a été déjà accusé de "génocide" contre les Tutsi au début de l'année 1993. Les atrocités commises par le FPR ont été par conséquent soit ignorées ou balayées sous le tapis, soit une autre justification a été trouvée à cet effet.

Jean-Marie Higiroy a déclaré: "Il y avait beaucoup de massacres commis par le FPR au Rwanda entre 1990 et 1994, mais aucune enquête n'a jamais été menée sur ces massacres. Ils étaient plutôt automatiquement attribués au MRND, le parti d'Habyarimana par la communauté internationale. Nous savons quand même que le FPR a utilisé ce type de stratégie pour ternir l'image de son opposant." [24]

Jean-Marie Higiroy cite aussi Impuruza, une publication d'obédience Tutsi, éditée par le professeur Alexandre Kimenyi, qui a accusé le Gouvernement Habyarimana de commettre un génocide contre les Tutsi, des accusations qui ont été faites bien avant 1993.

Février 1993: Le FPR envahit encore le Rwanda. Les extrémistes Hutu se réfèrent à cette invasion comme une preuve palpable que les Tutsis voulaient bien les éliminer, et ont par conséquent commencé à mobiliser les leurs et à appeler à des mesures d'autodéfense anticipées.

D'abord, le FPR n'a jamais quitté le Rwanda et n'a jamais cessé de massacrer les gens. C'est le journaliste Robin Philpot qui a posé les questions raisonnables que tout le monde évitait de soulever: Comment les citoyens américains réagiraient-ils si des guérilleros canadiens – sous prétexte que leurs parents étaient soit nés aux États Unis, soit y vivaient



une fois là-bas – envahiraient les États-Unis à partir de Toronto? Oserons-nous de qualifier les Américains qui condamneraient une telle invasion d’extrémistes? À supposer qu’une poignée de militants islamistes déterminés à envahir les États-Unis soient sur le point de s’emparer du “World Trade Centre” (Centre Internationale de Commerce), le gouvernement américain appellerait-il à des mesures de défense anticipées? Comment qualifieront-nous les assaillants? D’une “armée rebelle”? Extrémistes? Terroristes?

Robin Philpot écrit: “Est-il normal que dans la quête pour la justice, une partie impliquée dans la guerre soit condamnée pour abus et violations de droits de l’homme, sans que la moralité des agresseurs soit mise en question, c’est-à-dire la moralité de ceux qui ont violé les principes de toutes les chartes de droits que l’humanité ait jamais rédigées? Est-il juste de crier haut et fort au sujet des violations des droits de l’homme par un gouvernement et fermer les yeux au lancement d’une guerre d’agression?” [25] A l’instar du film même, le guide au film Hôtel Rwanda offre une simplification grossière et déformée des événements qui ont eu lieu au Rwanda.

## **Hôtel Pentagone**

Formé par l’Armée américaine à Fort Leavenworth, Kansas, aux États-Unis, l’ancien soldat du FPR et actuellement Président du Rwanda, Paul Kagame, est un visiteur fréquent au Pentagone, et il n’a pas été le seul officier rwandais entretenant des liens avec l’armée américaine.

Dans le cadre de l’International Military Education Training Program (IMET), du Pentagone, une somme de \$769,000 a été dépensée pour former 35 officiers rwandais à l’Institut militaire américain de 1980 à 1992; et une somme de \$120,000 a été réservée pour le Rwanda pour l’exercice 1994 et 1995 à la fois.

En outre, le Rwanda a joui d’une assistance militaire sans précédente de la part des États-Unis jusqu’à 1994, pendant que le plus gros des armes et soutien logistique provenaient des autres États clients des États-Unis (France, Afrique du Sud, Égypte, Ouganda et Zaïre). Le Pentagone a aussi formé une multitude de soldats Rwandais dans le cadre du “Extended-IMET (E-IMET) and Joint Command Exchange and Training (JCET) programs”, y compris un sujet bangladaïsi, le Colonel Moen, chef d’Opérations pour la MINUAR, la Mission des Nations Unies au Rwanda, qui était lui aussi un autre gradué de la “U.S. Army Command and General Staff College, Leavenworth, Kansas (USA)”. [26]

A partir de 1993, le FPR continuait à mettre son pied sanguinaire aux portes du Rwanda et la communauté internationale continuait à serrer les vis autour du gouvernement Habyarimana

Toujours vigilant et inflammatoire dans sa publicité sur les abus des droits de l’homme par le Gouvernement – soit manufacturés, soit exagérés or réels – la communauté des organisations de droits de l’homme continuait à fermer ses yeux sur les atrocités commises par FPR, ses infiltrations terroristes et ses saisis sanglants des terres.

Soutenu par de puissantes factions à partir des États-Unis, de la Grande Bretagne et de la Belgique, le FPR a su bien manipuler et manoeuvrer pour se tailler un chemin, une entrée jusqu'au siège du pouvoir à Kigali même, où – dans le cadre des Accords de Paix d'Arusha, signés en Tanzanie en 1993 – un bataillon des soldats du FPR était basé dans un site stratégique aux confins du centre de ville. Le FPR a immédiatement fortifié ses défenses sous le regard complice du Lt. Général canadien Roméo Dallaire – actuellement considéré comme un héros – le Commandant issu des Forces canadiennes pour la Mission d'Assistance de l'ONU au Rwanda (MINUAR).

Le Guide au Film Hôtel Rwanda offre seulement un résumé bien soigné, qui, comme la mythologie populaire l'inculque, donne crédit au FPR pour avoir impérativement mit fin au génocide contre les Tutsis.

Mi-juillet 1994: Les forces du FPR tutsies capturent Kigali et le génocide prend fin. “UN MILLION” de Rwandais ont été massacrés pendant une période de 100 jours.

Pendant qu'il est allégué que “presque UN MILLION de Rwandais ont été massacrés pendant ces 100 jours”, une revendication qui est certainement exagéré, il est aussi vrai que le FPR avait tué, bombardé, massacré, assassiné ou torturé plusieurs milliers de personnes, y compris les soldats hutus et tutsis, politiciens, dignitaires du gouvernement et des civiles innocents.

Le Lt. Général Roméo Dallaire, ancien commandant de la MINUAR, a déclaré: “Tous les camps de l'ONU abritaient plusieurs milliers de Rwandais horrifiés. Comment pourrais-je dans la mesure du possible les garder tous en sécurité?”

Cette admission de Dallaire, subséquente aux déclarations antérieures est très perspicace, compte tenu plus spécialement de sa position pro Tutsi. “Nous avons protégé ces citoyens contre une mort certaine aux mains des extrémistes ou du FPR...” Remarquez que dans cette citation, Dallaire confirme ouvertement le rôle du FPR dans les massacres, et son livre décrit à plusieurs reprises les échanges de tirs et de coups de feu entre le FPR et les factions gouvernementales face auxquels il a assisté. [27]

Il n'y avait pas de coups de feu montrés dans le film Hôtel Rwanda, ni aucune de ces guerres qui ont secoué Kigali avant et après le 6 avril 2004: Il n'y avait que des tueurs Hutu - par inférence ou par insinuation – très cruels, sauvages et violeurs, et les cadavres des gens massacrés par les Hutus à l'aide des machettes, des haches et des houes.

Le FPR employait un contrôle ferme d'information très sophistiqué ainsi que des tactiques d'opérations de guerre psychologiques pratiquées par l'armée américaine: les reporters internationaux étaient encastrés; l'accès aux zones de batailles et à la ligne de front restreint; les preuves des massacres commis par le FPR effacées; ou ces massacres étaient plutôt imputés aux extrémistes hutus, aux miliciens interahamwes ou aux troupes gouvernementales, les Forces armées rwandaises. Le journaliste britannique Nick Gordon dans son reportage, a fait état des crematoriums là où le FPR incinérât les cadavres.

Après le double assassinat présidentiel du 6 avril 1994 dans lequel le Président Rwandais Juvénal Habyarimana et son Homologue Burundais Cyprien Ntwamira ont trouvé la mort dans un accident d'avion qui a essuyé les tirs du FPR, la presse occidentale – y compris Joshua Hammer (Newsweek) et Raymond Bonner, James C. McKinley Jr. et Donatella Lorch (New York Times) – se sont distingués par leur éloge des forces rebelles du FPR, mettant en vedette le “professionnalisme”, la “discipline” et “une maîtrise de soi remarquable”, exercés par les forces d'invasion du FPR. La presse occidentale a tourné le double assassinat présidentiel en un “accident d'avion mystérieux”, ce qui constituait un étouffement de la vérité bonne seulement à mettre à la ferraille. [28]

Chris Black, un avocat au Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) basé à Arusha, Tanzanie, écrit: “En conjonction avec l'amasement des troupes par le FPR et ses alliés – y compris l'infiltration de la capitale Kigali même par plus de 10,000 soldats du FPR – les journalistes occidentaux et les agents de services secrets occidentaux, qui se faisaient passer pour des “agents des organisations de droits de l'homme”, ont lancé une campagne de propagande concertée contre le Gouvernement [d'Habyarimana] et par conséquent contre le peuple hutu, les accusant des abus et des violations massives des droits de l'homme, sans qu'une seule preuve soit donnée.” [29]

D'après le rapport de septembre 1994 de l'enquêteur du Haut Commissariat de l'ONU pour les Réfugiés Robert Gersony, le FPR a massacré plus de 30,000 personnes appartenant à l'ethnie hutue pendant une période de deux mois! Gersony a donné un compte rendu détaillé des places, des dates, et de la nature du crime, ainsi que les méthodes utilisées pour tuer et faire disparaître les corps. Ce rapport de l'ONU a été depuis lors classifié et n'a jamais été rendu public.

Ceux qui aiment aller au cinéma ne peuvent que percevoir – si cela les intéresse - qu'à travers Hôtel Rwanda, ce sont les méthodes de contrôle de l'opinion de la compagnie Metro Goldwyn Meyer (MGM), parent de la fameuse United Artists parent company. [30]

Si le film Hôtel Rwanda n'évoque jamais le vrai rôle joué par les États-Unis au Rwanda, c'est parce que, sans doute et sans surprise, l'actuel directeur du “United Technologies” et le Général américain en retraite, Alexander Haig siègent au comité directeur du MGM.

La guerre est au coeur des affaires ou du business de “United Technologies” et Al Haig pourrait dire: “c'est moi qui assume la responsabilité ici”. Al Haig a servi comme Secrétaire d'État sous Ronald Reagan, lui-même un ancien acteur de Hollywood.

Il y avait d'autres producteurs du film Hôtel Rwanda. Il s'agit d'une compagnie inconnue appelée Kigali Releasing Ltd., et une autre appelée Industrial Corporation of South Africa Ltd. Cette dernière est une actionnaire principale dans Iscor Ltd, son partenaire dans le secteur minier. Rappelons que Iscor Ltd est l'une des compagnies citées dans le Rapport du Panel de l'ONU pour l'Exploitation Illégale des Ressources Naturelles et Minérales de la République Démocratique du Congo de 2002. [30]

L'intervention militaire américaine au Rwanda impliquait entre autres, la formation pour mater une révolte, les "opérations de guerres psychologiques" et les tactiques des Forces Spéciales (Special Operations Command overseas Navy Seals, Army Rangers and Delta Force), tous des unités d'élite déployés comme des opérateurs spéciaux dans des opérations couvertes. [31]

Hôtel Rwanda! Voici donc le titre du film. Mais l'hôtel en question dans le film, n'est pas le vrai Hôtel des Mille Collines qu'on trouve au Rwanda aujourd'hui. Les rebelles tutsis du FPR ne se sont pas emparés de Kigali en un seul coup, en une seule journée. Ils étaient déjà dans la capitale d'un bout à l'autre. Ils avaient déjà infiltré Kigali, la capitale, depuis belle lurette. Le FPR avait déjà pris pied à Kigali à travers sa constante supercherie et sa manipulation du "processus de paix"; et avec le soutien de ses maîtres occidentaux, plus spécialement les États-Unis.

Les "rebelles" du FPR étaient mieux formés, mieux équipés, mieux organisés plus que tous les autres miliciens au Rwanda mis ensemble. Le FPR avait par conséquent la capacité de mettre fin aux massacres, comme l'affirme notamment plusieurs sources. Plusieurs sources ont indiqué que les troupes gouvernementales, les Forces armées rwandaises n'avaient pas assez de ressources, de moyens et d'équipement pour se battre contre le FPR tout comme contre les Interahamwe à la fois.

Les professeurs Christian Davenport (de l'Université de Maryland) et Allan Stam (de l'Université de Dartmouth) ont, en 2004, publié leur recherche qui confirme que les massacres ont commencé avec un petit groupe de miliciens hutu bien déterminés et bien dévoués, mais se sont vite cascades pour toucher un cercle très répandu, qui était constamment en état d'épanouissement, avec, et les communautés hutu et tutsi jouant tous les deux les rôles d'agresseurs et de victimes à la fois.

Leurs équipes de chercheurs ont aussi trouvé que 25,000 personnes ont été tuées (un bilan moins lourd), pas le bilan de 800,000 Tutsis tués tel qu'avancé par le FPR. Ils ont aussi trouvé que pour chaque Tutsi tué, un équivalent de deux Hutus ont été tués en revanche. Cette recherche a détaché une tempête de feu. Les médias ont sauté sur eux pour avoir osé "nier le génocide".

"Notre recherche suggère que la plus part des victimes, peut-être la majorité même, étaient des Hutus – il n'y avait pas assez de Tutsis au Rwanda à ce moment là pour expliquer un bilan de presque un million de Tutsis tués. Il y a donc quelque chose qui cloche et qui vous pousse à conclure que ce qui s'est passé au Rwanda, c'était des massacres politiquement motivés et non pas vraiment un génocide. Une large diversité d'individus, Hutus et Tutsis confondus, ont recouru au massacre parce qu'ils avaient des comptes politiques, économiques, voire même personnels à régler les uns contre les autres." [32]

Jean-Marie Higiroy, l'ancien directeur de ORINFOR a déclaré: "Quand vous examinez de près les motivations de la direction ou du leadership des Interahamwe , y compris les

jeunes parmi eux, vous remarquerez qu'ils étaient tous motivés par l'argent. Quelques hommes d'affaires hutus donnaient à la fois des prêts ou des contributions financières au profit des partis politiques fidèles au gouvernement rwandais d'Habyarimana et au FPR tutsi. Ces gens voulaient faire du business. Les gens étaient motivés sur base des intérêts différents et variés."

Toujours selon Jean-Marie Higirot, "Plusieurs hommes d'affaires hutu et tutsi ont prospéré sous le régime Habyarimana. Ils ont obtenu des contrats lucratifs de la part du gouvernement ainsi que des prêts de banque et soudain, sont devenus riches. Pendant cette période d'incertitude, ils ont donné des contributions financières au FPR Tutsi et au MRND Hutu à la fois, ainsi qu'à d'autres partis d'opposition, toujours spéculant sur l'éventuel gagnant. C'est pourquoi, très peu d'hommes d'affaires hutus, ayant donné des contributions financières au FPR, ont osé re-ouvrir leurs affaires immédiatement après la guerre. C'est pourquoi quelques hommes d'affaires tutsis qui ont soutenu financièrement le FPR, profitant de ce vide, ont fait un excellent calcul. Après la guerre, ils ont fait des profits colossaux. [33]

Quelques faits évoqués dans le film sont vrais. Les puissances occidentales ont trahi le peuple rwandais. Pourquoi n'ont-elles pas appliqué les principes de "droits de l'homme" et l'"humanitarisme" dans tout leur vrai sens, lesquels principes qu'ils ne cessent de prêcher tout le temps?

Les blancs ont été rapidement évacués, les noirs abandonnés, y compris la majorité des Africains qui travaillaient pour des agences internationales.

Les Français pro Hutus, ont armé les Hutus et ont réussi à évacuer l'élite hutue à la première occasion qui s'est présentée; mais les États-Unis, la Grande Bretagne et la Belgique quant à eux, sont demeurés pro Tutsi et ont armé les Tutsis.

Il y avait un homme Rwandais du nom de Paul Rusesabagina. Espérons qu'il sera un jour employé à l'Hôtel des Mille Collines. Mais contrairement à ce qui est dit de lui dans le film, Paul Rusesabagina était le manager de l'Hôtel des Diplomates. Les rebelles tutsis du FPR ont été accusés d'avoir assassiné les deux présidents du Rwanda et du Burundi, mais le film tient à nous convaincre que les rebelles tutsis du FPR n'avaient rien à faire avec le double assassinat présidentiel quand tout indique qu'ils portent bel et bien la responsabilité de ce double assassinat, que ce sont eux qui l'ont perpétré. Ce qui, évidemment et par conséquent a provoqué la mort de plusieurs milliers de Rwandais.

Hôtel Rwanda n'est pas différent d'un roman. En tant qu'un artefact culturel, il est produit par une riche industrie d'amusement en Occident, et pour des riches consommateurs occidentaux, mais concentré sur une culture distante et exotique par rapport à celle des riches consommateurs occidentaux qui connaissent vaguement, très peu ou presque rien des réalités africaines.

Hôtel Rwanda sert donc à consolider les piliers idéologiques de la désinformation qui ont précédé la mythologie du génocide et sur lesquels le film Hôtel Rwanda était érigé.

Selon plusieurs différentes sources bien informées, y compris quelques agents de l'hôtel, le Rwanda n'a pas été abandonné par les puissances occidentales: la Belgique, la France, le Canada, la Grande Bretagne et les États-Unis ont tous été militairement impliqués dans le conflit de 1994. Compte tenu du fait que le gouvernement tutsi actuel au Rwanda jouit de bonnes, intimes et chaleureuses relations avec l'État d'Israël, il est fort vraisemblable que des agents militaires israéliens étaient aussi impliqués. Ces derniers n'étaient pas de simples spectateurs curieux face au génocide, comme Samantha Power et le magazine Atlantic Monthly voudraient bien nous le faire croire, mais des acteurs jouant un rôle sinistre dans un impitoyable embrasement militaire international. Notez que Lockheed Martin [aerospace and defense] Corporation, figure parmi les principaux annonceurs (lisez donateurs) qui fait sa publicité dans Atlantic Monthly.

L'hôtel n'était pas tout de suite en état de siège, comme le film le suggère – un élégant mariage a eu lieu là-bas pendant la dernière bagarre ou bataille pour la conquête de Kigali, et c'était le mariage de la soeur de l'homme d'affaires Tutsi Kamana Claver, qui avait des contrats avec le gouvernement Hutu. Selon un client d'hôtel, de puissants Hutus et Tutsis venaient et sortaient régulièrement.

Quand l'eau a été coupée, forçant les "réfugiés" de l'Hôtel Rwanda à boire l'eau de la piscine, elle n'a pas été coupée par les Hutus génocidaires, comme c'était insinué dans le film. C'était plutôt l'armée tutsie du FPR qui a coupé l'eau et l'électricité à la ville.

Le Général Bizimungu apparaît dans toutes les premières scènes du film, avant le double assassinat présidentiel. Et pourtant quand l'avion a été abattu le 6 avril 1994, le Général Bizimungu était encore un simple Colonel, et se trouvait loin de Kigali.

Selon un client d'hôtel, qui a voulu garder l'anonymat par peur de représailles, Paul Rusesabagina, le héros du film, n'avait aucune influence majeure sur les événements comme le décrit le film.

Georges Rutaganda a témoigné au sujet de Paul Rusesabagina en ces termes: "Paul était un simple homme comme moi face aux Interahamwe. S'il a réussi à sauver quelques Tutsi chez lui, c'est parce qu'il a été plus probablement aidé par quelques amis Interahamwe qui avaient une certaine influence. Paul était aussi vulnérable que moi et ne pouvait jamais entreprendre une action quelconque contre la volonté des milices et beaucoup moins à la volonté de l'armée.

Quand, dans le film, il est décrit comme quelqu'un qui feint d'appeler le Général Bizimungu au secours, il s'agit d'un mensonge, parce que l'Hôtel des Mille Collines se trouvait sous la juridiction du Colonel Renzaho. Bizimungu vivait aux lignes de front du nord du pays. Il n'est venu à Kigali que quatre jours plus tard après que l'avion présidentiel ait été abattu et je ne l'ai jamais vu à l'hôtel." [34]

Dans un article intitulé "Paul Rusesabagina n'est pas un Héros", et publié le 5 novembre 2005, dans le New Times, un quotidien contrôlé par l'actuel gouvernement tutsi au

Rwanda, Rutigita Macumu, a écrit: “C’est une preuve accablant que Paul Rusesabagina s’est particulièrement donné du mal pour amener des gens qui étaient alors pourchassés à l’abri de l’Hôtel Mille Collines pour les protéger une fois ramenées à l’hôtel, pour leur procurer de la nourriture et de l’eau quand ils étaient démunis de tout et incapable d’acheter quoi que ce soit; ou inventer des moyens en dehors du commun pour éviter ou se détourner des bandes de tueurs en dehors de l’hôtel. Il est hautement évident qu’il a tout simplement fait son travail, qu’il a tout simplement accompli ses devoirs ou simplement suivi les ordres qui lui a été données par ses patrons de la Sabena de bien tenir l’hôtel et s’occuper de tous les occupants.” [35]

Selon Georges Rutaganda, un vendeur de bière notoire et un ancien assassin des Tutsis dans le film Hôtel Rwanda, Paul Rusesabagina n’était pas désintéressé. C’était un important activiste, membre d’un parti politique national. Le 12 avril 1994, Rusesabagina a été transféré à l’Hôtel des Mille Collines où il a assumé les fonctions de nouveau manager parce que l’autre hôtel a été évacué par les troupes étrangères.

Hôtel Rwanda décrit Rusesabagina à l’Hôtel des Mille Collines avant le double assassinat présidentiel du 6 avril 1994. Rutaganda affirme avoir visité l’hôtel et avoir vu des clients appartenant aux groupes ethniques hutu et tutsi à la fois, y compris Rubangura Vedaste; Mutalika Félicien; Dr Gasasira Jean Baptiste; Kamana Claver; Kajuga Wicklif; Rwigema Celestin; Kamilindi Thomas; et autres.

Rutaganda affirme qu’il y avait très peu de soldats de la Mission des Nations Unies au Rwanda (MINUAR), et puis qu’ils étaient des accessoires pour assurer la sécurité: les gendarmes hutus des Forces armées rwandaises (FAR) opéraient un barrage routier à partir de l’entrée principale de l’hôtel. Il affirme également que les “réfugiés” dans le convoi de l’ONU, ayant été forcés de rebrousser chemin à partir du barrage routier”, comportaient la crème de la crème de l’élite de l’ethnie tutsie parmi eux.

“Si les Hutus qui opéraient le barrage routier agissaient sous l’impulsion de la haine ethnique, ou s’ils avaient de mauvaises intentions, l’arrivée des Tutsis dans ce barrage routier aurait représenté une occasion pour les assassins hutus de tous les liquider, de décapiter tout le monde qui aurait été reconnu comme appartenant au groupe ethnique tutsi. Les familles des anciens ministres, des docteurs, des avocats, des grands hommes d’affaires, des intellectuels étaient parmi eux.”

Si le “génocide” était si bien organisé et calculé, si les Hutus génocidaires étaient tout le temps prêt à attaquer, Rutaganda a donc poussé un argument intéressant: comment les élites tutsies ont-elles été à la fois protégées et évacuées par les troupes de la MINUAR et les gendarmes hutus ensemble,?

Bien sur, tous les Hutus sont des assassins, et personne ne peut croire à un génocidaire: Georges Rutaganda a été condamné à une prison à vie par le TPIR. Les affirmations de George Rutaganda peuvent-elles être corroborées?

L'enquêteur du TPIR Phyl Talor, a offert un portrait irrésistible du supposant diable lui-même: "Georges Rutaganda a coopéré avec l'ONU pour sauver tous ces gens. Il n'a pas incité aux crimes de la haine. Il a appelé au calme et au respect à l'égard de la Croix Rouge. Il n'a jamais été accusé de viol et d'esclavage sexuel tel qu'il est décrit dans le film, et il n'a jamais fait un commerce de machettes. En effet, Human Rights Watch a identifié en janvier 1994 un homme d'affaires britannique qui a importé plusieurs milliers de machettes au Rwanda." [36]

Le viol n'a jamais figuré dans l'agenda du TPIR jusqu'au jour où Hillary Clinton est arrivée à Arusha et a promis un appât de \$600,000 à payer comptant après la première condamnation pour viol. C'est à partir de ce moment là qu'ils ont décidé d'épingler Jean-Paul Akayesu comme responsable du crime de viol. C'est de là que dérive cet épisode.

Le film offre un fictif Colonel de l'ONU du nom de (Nick Nolte), comme adjoint ou remplaçant du Lt Général Canadien Roméo Dallaire, qui est absent dans le film. (Il apparaît que Dallaire a demandé trop d'argent avant que son nom soit utilisé dans le film ou avant que lui-même soit utilisé comme caractère du film). Roméo Dallaire, contrairement à ce que l'on prétend, a travaillé, non comme un commandant neutre de l'ONU, mais comme un agent pour l'armée d'invasion tutsie du FPR.

Dallaire, rapporte-t-on, s'est adressé aux commandants militaires hutus pour les convaincre à se plier ou s'adapter à l'air du changement et embrasser le programme du FPR. Dallaire se trouvait rarement à l'hôtel selon les témoins, mais (Nick Nolte) son adjoint ou son remplaçant y était toujours présent.

Dans son livre, Dallaire évoque comment il a passé par l'Hôtel des Mille Collines, mais dans son propre récit des événements de chaque jour et ses va-et-vient à travers la ville de Kigali, méticuleusement détaillés, il raconte par exemple comment du 6 avril 1994 au 10 avril 1994, il a fait une escale à l'Hôtel des Mille Collines rien qu'une seule fois.[37]

Selon Chris Black, un avocat conseil principal au TPIR depuis 2000, les documents de l'ONU portés comme témoignage au TPIR en octobre 2005 prouvent clairement le Lt. Gen. Roméo Dallaire, commandant en chef de la MINUAR:

était un agent du FPR;

que le crash de l'avion qui a conduit au double assassinat présidentiel a été exécuté avec son assistance;

qu'il a tout fait pour étouffer ou voiler la préparation à l'offensive finale du FPR pour la prise de Kigali avec l'assistance de l'Ouganda, des États-Unis et de la Grande Bretagne; qu'il a ensuite menti à Jacques-Roger Booh-Booh, son chef hiérarchique à l'ONU au sujet de cette affaire.

Contrairement au caractère gentil, aimable et humanitaire du Colonel Oliver – tel que le présente Nick Nolte dans le film – dans la vie réelle, le Général Dallaire in real-life contrairement à ce que l'on prétend, a organisé la fermeture du piste d'envol de l'ouest de Kigali à la demande du FPR; ce qui a facilité aux troupes du FPR et d'autres de suivre la trajectoire de l'avion présidentiel comme il venait de l'est. Un contingent belge de l'ONU



avait sous son contrôle la superficie de l'aéroport, l'endroit où les missiles ont été lancés ainsi qu'une unité militaire belge. Les troupes de maintien de la paix (qui ont été tuées par la suite) étaient les seules personnes appréhendées par l'armée hutue (venant de l'endroit d'où provenaient les tirs après le crash de l'avion, et formant un corridor autour de l'endroit en question dans le but d'essayer d'appréhender les coupables fuyards).

“C'est dans ce sens qu'il faut essayer de comprendre toutes les actions de Dallaire,” explique l'avocat Chris Black. “Dallaire admet dans son livre qu'il était très proche de Paul Kagame et qu'il l'admirait beaucoup. Il a aidé Kagame en essayant de couvrir les préparations du FPR à l'offensive finale pour la prise de Kigali en violation des Accords d'Arusha, pendant qu'au même moment il contribuait à la propagande anti-gouvernementale faite par le FPR.

Les Belges étaient aussi activement engagés du côté du FPR et dès que le crash de l'avion a eu lieu, ils ont attaqué les Forces Armées Rwandaises (FAR) ou l'armée gouvernementale ainsi que les positions des gendarmes, se rangeant clairement du côté du FPR. Nous avons des messages de radio interceptés émanant du FPR, évoquant l'aide qu'ils ont demandée de la part des troupes belges et autres. En déclarant que Dallaire était un agent du FPR, ce que je suis en train de réellement déclarer c'est le fait que Dallaire travaillait pour les Américains sous les ordres d'Ottawa” [38]

Le Lt. Général Roméo Dallaire n'était pas un officier de maintien de la paix, il était un stratège militaire actif – un faiseur de guerre.

## **L'Économie Politique du Génocide**

Avant le cataclysme de 1994, le FPR a établi sa base politique en Belgique. Dans le film Hôtel Rwanda, quand les “troupes belges de maintien de la paix” ont été massacrées par les Hutus, les Casques Bleu sont éparpillés par terre devant Colonel Oliver (Nick Nolte), notre héros horrifié – ce qui amène à la fausse déduction selon laquelle les génocidaires' ont bien calculé le massacre des Belges pour provoquer le retrait des troupes de l'ONU du Rwanda. Voici la pierre d'angle, le pilier central de la théorie ou de l'épopée du génocide: avec les “troupes belges de maintien de la paix” écartées, les Hutus sont passés à une vitesse de croisière, mettant en marche leur machine génocidaire pour annihiler tous les Tutsis. En réalité, les Belges ont été immédiatement massacrés parce qu'ils étaient des complices politiques de l'armée d'invasion du FPR, un groupe de terroristes impitoyables.

Des preuves substantielles inscrites dans les archives du TPIR au sujet des soi-disant procès dénommés ‘Military I’ et ‘Military II’ (tous les deux commencés en 2005) contredisent la prémisse fondamentale évoquée ci-haut - et la théorie qui est au centre des poursuites judiciaires du TPIR – en démontrant clairement que les officiers hutus accusés par le TPIR de complicité dans le massacre des Belges ont en réalité risqué leur vie en essayant de sauver les soldats belges.

La Commission de la Force de l'ONU – établie par le Commandant en chef des Forces de l'ONU, le Général Roméo Dallaire immédiatement après l'attaque contre les troupes belges – est arrivé à la même conclusion. Un témoignage oculaire livré par un observateur militaire de l'ONU, indique que 13 soldats belges ont été tués et non pas 10 comme officiellement annoncé. “Ce point est vraiment intéressant en Belgique, où le gouvernement déclare avoir perdu 10 hommes [au lieu de 13]”, écrit Chris Black.

Alors, la question qui se pose est celle de savoir qui étaient ces trois soldats belges et quelle était leur mission? Hôtel Rwanda n'ose pas soulever de telles questions: évoquer de telles questions revient à une hérésie. Mais les États-Unis le savent, le FPR le sait, tous les experts judiciaires, les avocats du TPIR le savent. Tout le monde sait bien que la théorie du génocide s'émietterait sous l'aveu de la vérité.

Selon les avocats du TPIR, les documents de l'ONU prouvent que le Lt. Général Roméo Dallaire savait très bien, du moins à partir de décembre 1993, et probablement bien avant cela, que le FPR, avec le soutien de l'armée ougandaise violait quotidiennement les Accords d'Arusha, en déployant des hommes au Rwanda, du matériel militaires et des armes légères et lourdes. C'est de cette façon que les États-Unis, les Belges et les Canadiens ont soutenu le FPR/FPA à se préparer pour la solution finale au Rwanda, c'est-à-dire la victoire militaire totale sur les Hutus.[40]

“Le FPR s'adonnait aux assassinats des fonctionnaires, des politiciens et des civiles, et essayait de rejeter la responsabilité sur le gouvernement d'Habyarimana”, écrit Chris Black. “Dallaire a soutenu cette campagne en étouffant les faits concernant ces crimes en se rangeant ouvertement du côté du FPR et en corroborant les déclarations propagandistes du FPR contre le gouvernement Hutu d'Habyarimana.” [41]

Ce n'étaient pas les troupes de l'ONU de la MINUAR qui ont gardé l'hôtel mais les Gendarmes (la police militaire), déployés par le gouvernement Hutu. Face à ce fait indiscutable, la mythologie du “génocide” ne peut jamais tenir et pourrait s'effondrer comme de la neige sous le soleil.

Si l'hôtel était rempli de Tutsis visés par les génocidaires, comment se fait-il qu'il a été protégé par les mêmes architectes du supposable génocide? L'hôtel n'était pas seulement rempli de Tutsis (qui y ont trouvé refuge pour échapper au génocide): il était rempli de puissants Hutus et Tutsis (les Tutsis étaient majoritaires à l'hôtel) jouissant des rapports politiques et économiques avec les puissantes factions à l'intérieur tout comme à l'extérieur du Rwanda.

Les questions sur la composition du FPR envahisseur à prédominance tutsie provoquent des questions sur la composition ethnique des miliciens Interahamwe et les relations commerciales qui ont transcendé l'ethnicité. De tels détails sont ignorés par le réductionnisme occidental sur le Rwanda – parce qu'ils contredisent les fictions officielles du Département d'État américain et celles de la bourgeoissante industrie de l'holocauste rwandais.

Les faits suivants sont révélateurs des complexités et des contradictions ethniques au Rwanda, inconsistantes avec le très familier clivage Hutu-Tutsi: Robert Kajuga, un Tutsi était le Président de la milice Interahamwe, pourtant réputée comme une milice des génocidaires notoires Hutu; Kamana Claver était un homme d'affaires Tutsi et un fréquent récipiendaire des contrats accordés par le gouvernement Hutu; Celestin Sebulikoko était un homme d'affaires Tutsi et un supporteur avéré du MRND, le principal parti politique d'obédience Hutu, aujourd'hui porté disparu. Le FPR, croit-on, l'a fait disparaître et l'on n'a plus ses traces; un Tutsi qui s'appelait Mpangaza, et qui travaillait pour la firme gouvernementale TRANSINTRA, maniait une puissante mitrailleuse dans un barrage routier établi par les Interahamwe au centre de ville à Kigali en 1994, rapporte-on; c'est un Interahamwe bien connu qui vit paisiblement au Rwanda aujourd'hui; Juvenal Gatorano, était un Tutsi agent fonctionnaire de la Douane sous le Ministère des Finances du Gouvernement Habyarimana. Son fils était toujours vu dans des rassemblements des Interahamwe.

S'il s'avère que tous ces faits sont vrais, ils fourniraient des preuves irrésistibles que ce qui a eu lieu au Rwanda en 1994, n'était pas un génocide coordonné, mais une guerre civile, et une guerre par procuration orchestrée par l'Occident, avec de profondes motivations politiques, économiques et militaires derrière toutes les atrocités qui ont été perpétrées.

Des actes de génocide ont certainement eu lieu, tout comme des crimes contre l'humanité ont été commis, mais "les actes de génocide" ne constituent pas le génocide tel qu'il est défini par la loi internationale sur le génocide. Si le génocide consiste à décimer toute une ethnie entière, pourquoi cela ne s'appliquerait-il pas aux peuples nomades de Sarawak par exemple? Les Penans de Sarawak, par exemple, sont systématiquement éliminés dans un processus raciste bien calculé qui consiste à décimer leurs forêts, source de leur survie à tel point qu'il n'en reste que 100 Penans de Sarawak aujourd'hui. Là on nous dit qu'il ne s'agit pas nécessairement d'un "génocide".

Il y a un autre fait également troublant à évoquer. C'est le fait que les États-unis puissent avoir annihilé chaque dernier citoyen japonais en 1945, mais très peu de gens aujourd'hui qualifient l'annihilation par les bombes atomiques de Hiroshima et de Nagasaki comme "génocidaire" dans sa nature et son intention, ce qui était certainement le cas.

La nature calculée du génocide est soutenue comme la base sur laquelle le génocide au Rwanda a reposé. Elle s'est toujours développée autour des soi-disant "listes" élaborées par les Hutus génocidaires: les listes des Tutsis qui étaient ultérieurement éliminés, parce que d'abord et en premier lieu, ils étaient des Tutsis; de telles listes ont été élaborées prétendument par la machine génocidaire hutue.

Phil Taylor, l'enquêteur de l'ONU observe que "n'importe quelle armée du monde élaborerait et détiendrait les listes de leurs ennemis politiques. Ça ce n'est pas hors du commun. Le Gouvernement Rwandais avait vraisemblablement ses listes, tout comme le FPR avait les leurs. Ils se sont mis tous deux à assassiner leurs ennemis. »

Phil Taylor déplore le fait que le ministère public au TPIR n'ait produit aucune liste – de n'importe quel type – comme preuves ultérieurement utilisées pouvant justifier des inculpations pour génocide Rwandais.

A la suite de l'attaque du 11 septembre contre les deux tours du “World Trade Centre” – Centre International de Commerce – les services secrets de l'armée américaine n'ont-ils pas généré ou élaboré une liste extensive des “ennemis de la nation” – la liste dans laquelle figurent des ennemis dont l'ethnicité a été identifiée comme étant islamique? L'existence de telles listes constitue-t-elle une intention génocidaire de la part de ces services là contre des ennemis islamistes présumés?

“Il y a un manque formidable des preuves documentées d'un plan élaboré par le gouvernement hutu pour commettre le génocide. Il n'y a pas d'ordres, pas de procès-verbaux des réunions tenues, pas de notes, pas de messages de fax, de radio, de télégrammes interceptés, ni aucun autre type de documentation attestant qu'un tel plan existait. En effet, les preuves documentées indiquent justement le contraire.[42]

Les avocats américains du Pentagone ont été littéralement importés au TPIR à commencer par un Contingent de la Défense Général, dirigé par un juge américain et au profit du FPR soutenu par les États-Unis. Mais aussi, le TPIR, depuis son existence, n'a jamais poursuivi ou inculpé un seul soldat Tutsi du FPR ou un seul dirigeant tutsi du FPR. L'ancien Procureur Général Clara Del Ponte a été immédiatement transférée d'Arusha à la Hayes, quand elle a osé vouloir poursuivre les tutsis en justice. [43]

Filip Reyntjens, un historien belge, expert sur le Rwanda et témoin oculaire du génocide en 1994, écrit: “Le TPIR risque de devenir un problème en soi au lieu d'être une solution. Je ne peux plus m'impliquer dans un tel processus.” [44]

Le Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR), pareil au Tribunal de la Hayes en Hollande (son équivalent), ne fait que consolider la mythologie populaire sur le génocide au Rwanda en jouant son rôle comme une institution judiciaire internationale, qui, par défaut, doit être au-dessus de toutes reproches ou préjugés.

Chris Black écrit: “Pendant que le TPIR démonise le leadership hutu et justifie la dictature du FPR maintenant en place au Rwanda, il sert aussi comme un moyen de présenter l'histoire des événements de 1994 au Rwanda, d'une façon complètement fausse, dissimulant la vérité sur l'assassinat de deux Chefs d'État et les massacres de plusieurs milliers des gens innocents par le FPR et ses alliés. [45]

Selon la version du film Hôtel Rwanda, les “génocidaires” hutus accusent le rebelles Tutsi du FPR d'avoir abattu l'avion qui transportaient les deux présidents qui ont trouvé la mort par la suite; et parce que le film démonise chaque Hutu, le spectateur est amené à être convaincu que les Hutus mentent; que les accusations qu'ils portent contre les rebelles tutsis du FPR sont fausses et visent à détourner l'attention de l'opinion internationale de leurs mauvais actes.

Cependant, il y a des preuves bien établies qui corroborent bien que c'était une cellule terroriste du FPR basée à Kigali qui abattu l'avion présidentiel, qui transportait aussi un Général des forces armées rwandaises, une véritable cible pivotante du FPR.

L'ancien Secrétaire Général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali a fait une révélation au journaliste Robin Philpot selon laquelle la Central Intelligence Agency (CIA) était certainement impliquée.

Une équipe d'avocats espagnols qui ont porté plainte contre Paul Kagame et ses cadres du FPR a conclu qu' "Aussi tôt que 1997, une équipe des enquêteurs nommé par le TPIR - composé de Michael Hourigan, Alphonse Breaux et James Lyons- a publié ses rapports, qui étaient jusqu'à ce moment là détenus comme classifiés, mais qui révèlent que l'attaque contre l'avion présidentiel a été organisée par des stratégestes militaires tutsies du FPR de haut rang qui en étaient les cerveaux moteurs et non pas par les extrémistes hutus, comme on nous le faisait alors croire. Ces révélations ont été corroborées en 2004, par le témoignage remarquable d'Abdul Ruzibiza, membre de l'unité d'un Commando Tutsi du FPR qui a abattu l'avion présidentiel." [46]

"Je suis un témoin oculaire de ce qui a eu lieu quand un SA-16 a été tiré parce que j'y étais présent", écrit Ruzibiza dans son livre nouvellement publié, intitulé: "Rwanda: L'histoire Secrète (The Secret History of Rwanda). Ruzibiza allègue qu'après l'attaque par missiles contre l'avion, et une fois l'avion abattu, les soldats du FPR qui étaient d'avance mis en état d'alerte, ont été rassemblée pour immédiatement lancer des attaques qui se sont soldées par la chute de Kigali le 4 juillet 1994." [47]

Il y a une autre déclaration définitive par Paul Mugabe, un ancien officier de l'intelligence de l'ARP Former Intelligence Officer of the RPA, intitulée: *Déclaration sur l'attaque de l'avion qui transportait le Président Rwandais Juvenal Habyarimana et son homologue Burundais, le Président Cyprien Ntaryamira le 6 avril 1994.* Paul Mugabe allègue que deux semaines avant le crash de l'avion présidentiel, Paul Kagame, alors Général Major a envoyé James Kabarebe, alors Lieutenant Colonel, d'apporter les engins lance-missiles ou des projectiles SA-7 au détachement de l'APR à Kigali et de donner l'ordre final pour l'attaque contre les Forces armées rwandaises et d'abattre l'avion.

Deux leaders du FPR, les Colonels Kanyarengwe Alexis et Lizinde Theoneste, qui auparavant faisaient membres du Gouvernement Habyarimana avaient donné des informations et des instructions sur les lieux où les missiles devaient être placés. (Le Col. Lizinde Theoneste, qui a par après déserté le FPR, a été ultérieurement assassiné en 1998 à Nairobi, au Kenya, par les agents du FPR pour dissimuler définitivement le secret qui entoure l'opération de l'attaque par missiles et du crash de l'avion présidentiel. Deux semaines avant le double assassinat présidentiel, douze systèmes d'artillerie ont été apportés de l'Ouganda et délivrés au quartier général du FPR.

D'autres déserteurs du FPR imputent également la responsabilité de l'attaque de l'avion, le Falcon 50, qui transportait les deux présidents Rwandais et Burundais au FPR.

Lt. Aloys Ruyenzi, un ancien du FPR a déclaré que le plan de l'assassinat a été concocté au cours d'une réunion du FPR au mois de mars 1994: "Le président de la réunion n'était autre que le Général Major Paul Kagame. Les officiers suivants étaient présents: Colonel Kayumba Nyamwasa; Colonel Théoneste Lizinde; Lt. Colonel James Kabarebe; Major Jacob Tumwine; et le Capitaine Charles Karamba. J'ai entendu Paul Kagame demander au Colonel Lizinde de donner un compte rendu de ses enquêtes et j'ai vu le Colonel Lizin remettre une carte des lieux sélectionnés pour l'attaque de l'avion à Paul Kagame." [48]

Le Lt. Aloys Ruyenzi accuse également le Général Paul Kagame et (l'actuel) Général James Kabarebe d'avoir surveillé les massacres des civiles Hutu et Tutsi en personnes, à la fois dans les champs de bataille et dans les crematoriums, installés pour dissimuler les preuves.

Ruyenzi n'est que l'un des déserteurs et son récit des faits est irrésistible. Véritable témoin oculaire, il déclare avoir personnellement vu des hélicoptères de combat bombarder les villages, ainsi que des massacres, des tortures et des exécutions sommaires perpétrées en plein jour. C'était ça la politique du FPR. La plupart des abus de droits de l'homme perpétrés par le régime Kagame ont été documentés par les organisations des droits de l'homme.

"Le Général James Kabarebe était le commandant de l'armée du "génocide en inverse," a déclaré Howard W. French, faisant référence à la campagne militaire au cours de laquelle plusieurs milliers des réfugiés hutus ont été pourchassés, puis massacrés par l'APR Tutsi et leurs alliés occidentaux au Congo. [49]

80% de ces réfugiés Rwandais étaient constitués des femmes et des enfants dont 50% avaient l'âge de moins de 15 ans. [50]

Ce règne de la terreur génocidaire qui consiste à pourchasser et massacrer les civiles non-combattants hutus, qu'ils soient hommes, femmes et enfants, était le fer de lance du Front patriotique rwandais (FRP) et des UPDF (signe anglais des Forces de défense du peuple ougandais) (FDPOU), qui étaient les avant-gardes de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (ADFL), dirigé par Laurent Désiré Kabila, soutenue par le gouvernement et les factions privées venues des États-Unis, de la Grande Bretagne, du Canada et de la Belgique.

C'est un témoin oculaire, qui, choqué par des tas et des tas de crânes qu'on entassait, qui a localisé les fosses communes qui ont été nettoyées d'avance avant l'arrivée d'une mission de l'ONU pour enquêter sur les massacres de plusieurs milliers des civils hutus non armés par la coalition FPR/UPDF/ADFL. [51]

Le contrat-génocide contre les Hutus va bon train jusqu'à ce jour. Pendant que nous bouclons cette édition, il y a des forces qui sont alignées puis déployées pour exterminer les 40,000 Hutus qui restent encore au Congo: Ils sont tous taxés d'être des "génocidaires" qui ont fui le Rwanda en 1994, même si la plus part des survivants FDLR étaient trop jeunes en 1994 pour participer alors au génocide. [52]

Les agents de la Sabena n'étaient pas surpris et horrifiés d'avoir reçu des coups de téléphones de la part de certains managers d'hôtels au Rwanda, comme décrit dans le film: une semaine avant l'invasion d'octobre du Rwanda par le FPR, la Ligne Aérienne Sabena a transféré son équipage (pilotes, agents de bord) loin de l'Hôtel des Mille Collines et hors de danger au Burundi voisin pour y passer leurs nuits. Cette décision n'a pas été prise au hasard: c'était une action politique bien calculée visant à assurer la vie sauve aux employés de la compagnie face à une guerre imminente.

La Sabena a été bien informée. Une compagnie belge, née après l'ère de l'aviation post-Léopoldienne au Congo, la Sabena était par la suite, utilisée pour le transport des diamants, et probablement du Coltan (columbium-tantalite), hors de Kigali par les élites du FPR, dont Bruxelles servait encore de base.

“La faillite” éventuelle de la Sabena, croit-on, était sciemment orchestrée pour dissimuler ses traces dans l'exploitation illégale des ressources naturelles et minérales de la République démocratique du Congo et pour couvrir ou épargner ses gérants des possibles et éventuelles poursuites judiciaires quelconques dans l'avenir à cause de leur participation au pillage des richesses du Congo.

Que dire de Maurice Tempelsman, cet insaisissable magnat américain, devenu multimilliardaire à cause de l'exploitation des diamants de l'Afrique et ses relations d'affaires avec Bill et Hillary Clinton et les diamants provenant de Kigali? “Il n'y a jamais eu un seul article publié dans le New York Times sur ce sujet. Je ne pense pas”, a déclaré Howard W. French.

Howard W. French a conféré que Maurice Tempelsman a embauché Lawrence Devlin, un ancien chef de station de la CIA à Kinshasa pendant l'époque du Zaïre Mobutu et continue d'entretenir des liens étroits avec la CIA. Tempelsman siège aussi au conseil d'administration de la Harvard AIDS Institute (Institut d'Harvard pour le Sida) et le African-American Institute - l'Institut Afro-Américain (Donald Payne est également profondément impliqué, tout comme Gayle Smith, un ancien du Conseil National de Sécurité et conseiller de Bill Clinton sur les affaires africaines). Maurice Tempelsman était l'amant de Jacqueline Kennedy Onassis. Il a été également l'amant de Madeleine Albright, dit-on. Maurice Tempelsman était l'un des 99 dignitaires qui a fait partie de la délégation de Bill Clinton pendant son voyage qualifié de “victorieux” en Afrique en 1998. Tempelsman demeure l'un des nombreux “intouchables” derrière le borborygme en Afrique Centrale. [54]

Pourquoi l'Amérique a-t-elle pesé de tout son poids pour bloquer toutes tentatives d'enquête sur l'attaque de l'avion présidentiel et le double assassinat présidentiel qui a déclenché le cataclysme le 6 avril 1994?

“C'est un scandale très mystérieux”, a estimé l'écrivain Robin Philpot. “Quatre rapports ont été produits sur le Rwanda: Le Rapport du Parlement français, le Rapport du sénat belge, Le Rapport de L'ONU produit par Kofi Annan, et enfin le

Rapport de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) devenu UA (Union africaine). Les quatre rapports se taisent, ne disent rien sur l'attaque contre l'avion du Président Rwandais. Cela démontre le degré de pouvoir dont disposent les services d'intelligence qui peuvent museler ou réduire les gens au silence.”

Philpot poursuit: “L'enquête de sept ans menée par le juge anti terroriste français Jean-Louis Bruguière demeure la seule exception partielle. Cette enquête a impliqué l'actuel Président Rwandais Paul Kagame et le FPR pour avoir planifié, ordonné et exécuté l'assassinat du 6 avril 1994.” [55]

Chris Black, un avocat au TPIR a déclaré: “Le chef des services secrets du Président Mobutu, Honoré Ngwanda Nzambo, dans son livre publié en France il y a à peine quelques mois et intitulé” Les Crimes de l'Occident en Afrique, 2005, évoque une réunion entre Habyarimana et Mobutu deux jours avant l'assassinat d'Habyarimana. Le Président hutu s'est confié à son ami Mobutu, lui révélant que lui Habyarimana a été mis en garde par Herman Cohen – alors Secrétaire d'État américain aux affaires africaines – que son corps serait traîné dans la rue et son gouvernement traduit en justice devant un tribunal international, sauf s'il cédaient tout le pouvoir au FPR.

Habyarimana a reçu les mêmes menaces de la part des Belges, et le Général canadien Roméo Dallaire a été impliqué dans ces menaces. Habyarimana a été informé par ses agents qui ont infiltré le camp du FPR à Malindi que son avion serait abattu. Il n'a pas connu la date exacte.” [56]

Le FPR s'est opposé à toute intervention militaire au Rwanda après le 6 avril 1994. Le FPR connaissait parfaitement la situation militaire de l'armée gouvernementale (leur morale et les munitions dont ils disposaient) et ne voulait pas une intervention militaire quelconque qui essaierait à lui arracher sa victoire. Les donateurs officiels du FPR à Washington, à Washington, à Londres et à Bruxelles ont déclaré à qui voulait les écouter qu'une force internationale quelconque se buterait à une résistance militaire farouche de la part du FPR. Le FPR était la seule force qui avait la capacité de mettre fin aux massacres, mais il ne l'a pas fait.

Chris Black, un avocat au TPIR vérifie que les documents de l'ONU placés dans les archives du TPIR établissent que la Gendarmerie avait fait tout ce qu'elle pouvait avec le peu de ressources dont elle disposait pour restaurer le calme, mais elle n'a pas pu le faire, et que les Forces Armées Rwandaises ne pouvaient pas à la fois, se battre contre le FPR et restaurer le calme parmi les civils.”

La déclaration suivante provient d'un survivant, dont le nom n'est pas cité, qui était à Kigali en avril 1994, où il a perdu sa famille entière à la suite des massacres: quelques membres de sa famille étaient à la fois hutus et tutsis, et il a commencé par déclarer qu'il ne soutenait pas les idéologies qui s'alignent elles-mêmes sur des bases ethniques. L'interview a eu lieu à Bukavu, en RDC en août 2005:



“Plusieurs Hutus ont perdu beaucoup de membres de leur famille dans la partie du Rwanda frontalière avec l’Ouganda après l’invasion de l’APR en 1990. C’est ici où la haine que les Hutus portaient contre les Tutsis a pris ses racines. Les Tutsis continuaient à commettre des crimes pour fragiliser le Gouvernement Habyarimana pourtant forcé de négocier avec le FPR. Chaque famille tutsie avait envoyé un ou deux garçons pour s’ enrôler à l’armée du FPR en Ouganda. Nous connaissions ces garçons – ils avaient l’habitude de dire, ‘OK, au revoir, nous allons en Ouganda’”.

“Les Hutus voyaient tout cela. Chaque jour les Tutsis [RPF] étaient entrain de provoquer et de remonter la barre de la haine de plus en plus haut à leur détriment. Même les Hutus savaient que tous les Tutsis devaient prendre part aux réunions à la fin de chaque mois pour cotiser des fonds pour le compte du FPR. J’écoutais Habyarimana dire chaque jour à la radio: ‘Ne tuez pas les Tutsis. Si vous le faites, c’est vous qui allez tout perdre’. Même pendant que les accords de paix d’Arusha étaient en vigueur [1993], le FPR commençait déjà à assassiner les intellectuels et les leaders hutus au Rwanda.”

“Ils [FPR] mettaient les bombes dans les places publiques [ce qui revient au terrorisme], aux marchés et aux gares routières, et aux boîtes de nuit – j’ai presque échappé à la mort quand la boîte de nuit que j’ai fréquentée pendant une soirée a été attaquée. Les Tutsis [RPF] savaient bien ce qu’ils faisaient mais les Hutus ne savaient pas ce qui se passait. Le FPR a attendu jusqu’à ce que le fruit soit réellement mûr – quand les Hutus avaient dès lors cultivé une haine profonde contre les Tutsis. C’est alors qu’ils sont passés à l’action – en assassinant le Président Habyarimana.”

“Ils ont assassiné Habyarimana parce qu’ils savaient qu’il était le seul qui pouvait stopper les Hutus à tuer les Tutsis. C’est pourquoi, je dis et je le répète chaque jour: le génocide n’a pas été planifié par les Hutus, il a été planifié par les Tutsis: il a été planifié par le FPR. Même après l’assassinat de mon épouse par les Interahamwe, même après toutes les choses horribles qui me sont arrivées, je crois que les Tutsis ont créé le génocide. Et pour moi, c’était une guerre entre frères: les Hutus avaient une armée et les Tutsis avaient une armée, et la guerre a eu lieu à tous les niveaux.” [57]

### **Au coeur des ténèbres impitoyables sans coeur et sans état d’âme**

La source pour le Guide (vad mecum) “Hotel Rwanda Companion Book”, notamment le chapitre sur l’horaire du génocide est bel et bien tiré du “World Factbook 2004” (Livre des faits du Monde 2004), produit chaque année par la CIA (le chapitre précédent est rempli de mensonges et apparaît sans attributions). [58]

Il n’est donc pas surprenant que le rôle joué par les États-Unis d’Amérique et d’autres puissances étrangères occidentales ainsi que par les transnationales ait été dissimulé.

La pire des omissions tourne autour de la République démocratique du Congo: la destruction courante et le dépeuplement du Congo reçoivent remarquablement une couverture très minime, très limitée dans la presse occidentale par contraste au Darfour,

une région du Soudan voisin, malgré l'évidence manifeste du degré et de la nature des pires atrocités commises contre les populations civiles innocentes au Congo, qui dépassent de loin toute imagination, et qui ont été commises pendant une longue durée, causant des souffrances humaines insupportables et injustifiables.

Après avoir consolidé le pouvoir au Rwanda en 1994, et à la suite des crimes odieux et massifs contre l'humanité qu'il a commis là-bas, le FPR a bombardé et démonté les camps des réfugiés à l'est du Congo (alors Zaïre) pendant l'été de 1996, perpétrant d'autres pires crimes odieux et massifs contre l'humanité ainsi que de pires violations massives de la loi ou de la charte internationale et de la Convention de Genève.

Le nouveau gouvernement FPR n'a jamais vacillé dans sa croisade efficace qui consiste à réveiller l'attention de la communauté internationale sur le génocide courant contre les Tutsis – les Juifs de l'Afrique comme l'a bien titré, l'*Economist*, une publication de Londres – qui ont été abandonnés par les États-Unis et l'Europe” pour soit disant subir le sort qui leur était réservé: le génocide.

Remarquablement, de telles larmes de crocodile constituent un affront à l'égard du peuple Juif et en particulier à l'égard des victimes et des rescapés de l'Holocauste de la Deuxième Guerre Mondiale.

Le FPR a utilisé le prétexte du “génocide” courant contre les Tutsis comme fond de commerce à plusieurs reprises et pour justifier les pires et hostiles violations de la loi ou de la charte internationale et les droits de l'homme. Le FPR continue d'exécuter, ce qui est clairement reconnu aujourd'hui comme un plan prémédité, avec le soutien logistique complet et la formation aux tactiques militaires de guerre psychologiques dont le FPR jouit de la part du Pentagone et ses compagnies militaires privées étrangères; entre autres Halliburton, Ronco et “Military Professional Resources Incorporated” - c'est ainsi que la victoire du FPR dans son invasion du Rwanda a été suivie par une autre invasion du territoire souverain du Congo (l'ancien Zaïre), le grand voisin du Rwanda de l'Ouest. [59]

Puisant dans son alliance militaire précédente, sa formation et ses bases arrières en Ouganda, le FPR s'est allié avec Museveni et l'UPDF pour marcher sur le Congo et renverser le Président Mobutu Sese Seko, l'ami intime d'Habyarimana et conquérir le très vaste Congo, riche en ressources naturelles et minérales.

“La communauté internationale a refusé de faire pression sur le Rwanda pour créer les conditions de sécurité,” a écrit le professeur rwandais David Newbury en 1996. [60]

Des groupes marginalisés comme le “Rally for the Return of Refugees and Democracy in Rwanda” – Rallie pour le Retour des Réfugiés et de la Démocratie au Rwanda” ont à plusieurs fois fait écho de cette vérité manifeste.

“ La prévalence courante de l'impunité a encouragé les leaders du FPR/APR à perpétrer des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des actes de génocide au Rwanda et au Congo sans crainte de poursuites judiciaires. Le FPR/APR a consolidé son pouvoir

ainsi que la position de certains éléments criminels riches (les richesses mal acquises) au sein du régime dictatorial dirigé par le FPR.” [61]

Telle est la donne aujourd’hui. Paul Kagame et James Kabarebe et le gouvernement FPR dominé par les Tutsis au Rwanda continuent de déstabiliser la Région des grands lacs africains, avec des infiltrations de leurs cellules terroristes à travers tout le Congo voisinant, comme ils l’ont fait justement au Rwanda (1985 – 1994). Ces “saintetés victimes du génocide” sont soit apaisés ou courtisés, et ils jouissent de l’impunité totale ainsi que de tous les bénéfices dérivant de leur appartenance à un club d’élites.

De la même façon, l’alerte de presse de Human Rights Watch du 1 juillet 2005, par exemple, visant en occurrence le gouvernement congolais, constituait une défense voilée des intérêts rwando-américaines au Congo: elle a été écrite par Alison Des Forges, à partir de Kigali. [62]

Le film Hôtel Rwanda et son livre guide résumant nettement toute la mythologie entière du génocide au Rwanda et l’héroïsme inventé de l’actuel président Rwandais Paul Kagame et son Front Patriotique Rwandais (FPR). Les vrais faits profonds, avec peu ou pas d’attention, qui ont été portés, sont les suivants:

- {1} l’invasion illégale du Rwanda par le FPR à partir de l’Ouganda en 1990;
- {2} son record des crimes de guerre perpétrés de 1990 – 1994;
- {3} Le double assassinat par le FPR des deux Présidents hutu et burundais le 6 avril 1994;
- {4} Le contre génocide massif du FPR des centaines de milliers des réfugiés hutus à l’intérieur du Congo (Zaire), des réfugiés retournant au Rwanda à partir du Congo, et des Hutus à l’intérieur du Rwanda même;
- {5} Les invasions répétées du FPR, ses pillages courants et la dévastation du Congo, avec l’implication et la sanction des autorités du FPR à un plus haut niveau qui vont bon train aujourd’hui;
- {6} Et enfin la complicité des institutions occidentales, des individus et des multinationales, tirant tous des bénéfices et profits politiques et économiques accrus au détriment et au dépourvu de l’Afrique et de son peuple.

Qu’est ce qui a motivé Paul Rusesabagina? Il est intéressant de noter que Rusesabagina a largement reçu des éloges et a été financièrement récompensé pour avoir relaté son histoire, et pour sa prise de position, son alignement avec les États-Unis d’Amérique et les officiers militaires au service des agendas politiques et militaires variés. En 2000, le Prix “Immortal Chaplain’s prize” (Le Prix Aumonier Immortel) lui a été décerné (il a reçu le prix avec une poignée de main de la part de Bob Dole, le sénateur américain du Parti Républicain). [63]

“En ce qui concerne Paul Rusesabagina,” écrit Rutigita Macumu dans le quotidien Rwandais The New Times, “son nom est entré dans les annales de l’histoire comme un homme qui a vendu l’âme du Génocide Rwandais pour amasser des médailles, entre autres, le Prix “Enduring Spirit” (Esprit Ferme et Patient) lui a été décerné par Amnistie Internationale, le “Prize for Humnaity (Prix pour l’Humanité), lui a été décerné par “Immortal Chaplain Foundation”, le “Human Rights Award” (Prix pour les Droits de

l'Homme) lui a été décerné par le "Tigar Center", le "Freedom Award" (Priz Liberté) lui a été décerné par le "National Civil Rights Museum", et maintenant le prestigieux "Presidential Model of Freedom Award" (Modèle Présidentiel du Prix Liberté) de la part d'un président en exercice, nous avons cité le Président Geroge W. Bush." [64]

En 2004, Paul Rusesabagina a fait un voyage au Darfour, au Soudan, jouissant d'une escorte militaire du Pentagone et en compagnie de son homonyme l'acteur Don Cheadle pour attirer l'attention de l'opinion internationale sur le très populaire et officiellement reconnu "génocide" qui se perpète là-bas. [65]

Les Forces de défense rwandaises ont été déployées au Darfour, où, à côté des troupes de l'Union africaine et quelques militaires américains. Ils ont servi comme des guerriers par procuration des États-Unis d'Amérique: ces mêmes troupes rwandaises sont responsables de pires actes de génocide et d'inimaginables crimes contre l'humanité perpétrés au Rwanda et au Congo.[66]

Hôtel Rwanda représente tout simplement la dernière production ou mise en scène dans une campagne de guerre psychologique prolongée. C'est une oeuvre dangereuse d'agitation et de propagande parce qu'elle fait verser les larmes des yeux des naïfs en Occident et touche les coeurs ouverts et généreux des spectateurs occidentaux. C'est une oeuvre qui trompe, et quand les spectateurs quittent le cinéma avec des particules du maïs gazeux (pop-corn) et du chocolat enfoncés entre leurs dents, ils croient que désormais grâce au film Hôtel Rwanda, ils savent quelque chose sur ce qui s'est passé au Rwanda. Et bien, Hôtel Rwanda ne dispose d'aucune chambre de vérité. Ne nous rendons pas ridicules! Nous tous en tant que spectateurs, nous nous félicitons du fait que des films tels que Hôtel Rwanda nous éduquent. Loin de là! A la place d'être éduqués, nous sommes en train d'être endoctrinés, et les effets insidieux de cet endoctrinement demeurent inappréciables, créent en nous une fausse perception des réalités en Afrique. Hôtel Rwanda exemplifie un réductionnisme simpliste, insouciant qui est universellement manifeste dans toutes les représentations de l'Afrique par l'Occident. C'est Phil Taylor, un ancien enquêteur du Tribunal Pénal International pour le Rwanda (TPIR) qui le dit avec courage: "Quiconque a suivi de près les événements de la crise de 1994 au Rwanda, le film très bien vendu, Hôtel Rwanda représente tout simplement des déclarations propagandistes interrompues par des épisodes d'actions." [67]

Le racisme et la ségrégation au centre du cataclysme rwandais de 1994 où il y avait des conditions très différentes et des aboutissements très différents quant à jouir d'une vie sauve selon lequel on n'est blanc ou noir, continuent de gangrener la société rwandaise jusqu'à aujourd'hui.

Le reportage sur le "génocide rwandais" par sa nature même, tourne autour d'un système de ségrégation institutionnalisée. Des blancs très puissants occupant des positions de garde-barrière en Occident tiennent virtuellement le monopole de l'information. À leurs côtés, vous trouvez des voix sélectionnées des noirs dont le rôle consiste à valider le discours prédominant, composé par ces mêmes blancs très puissants.

Les experts en questions sont connus: Alison des Forges; Roméo Dallaire; Philip Gourevitch; Victoria Brittain; Samantha Power; Mahmood Mamdani; and tant d'autres.

“Ils croient à tout ce que Alison des Forges dit parce qu'il est blanc, et ils ne me croient pas parce que je suis noir et je ne parle pas très bien l'anglais”, a déclaré Jean-Marie Higiroy, ajoutant qu'“elle est l'experte, même si elle ne jouait que le simple rôle d'observatrice et moi le rôle capital de participant.”

Nous ne pouvons pas connaître intimement toutes les épreuves ou toutes les souffrances endurées par Paul Rusesabagina; ou le traumatisme de Roméo Dallaire, ou toutes les peines, afflictions et chagrins endurés par Jean-Marie Higiroy, ou la souffrance de tous les autres rescapés du cataclysme rwandais, et nous devons nous mettre à leur place et scruter nos propres âmes. Nous tous, nous expérimentons cette lutte du bien contre le mal au fond de nos âmes.

En effet, il y a une certaine arrogance derrière ces écrits parce que moi je n'étais pas non plus un participant du cataclysme au Rwanda. Mais si je me permets, sans hésitation aucune, de défier “la soit disant vraie histoire, le soi-disant récit le plus correct, le soit disant récit propre”, c'est parce que je suis accablé par l'obscénité de l'injustice manifeste et les machinations de “l'Empire” derrière cette injustice obscène.

Si la vérité a toujours été la première victime de la guerre, alors, nous qui avons la chance d'être des observateurs devons sans cesse travailler pour la ressusciter, pour la faire revivre. En Afrique Centrale, la vérité se mêle avec les âmes des morts, délaissée au milieu des cris non écoutés de quelques 7 millions de personnes – la plus part d'eux innocents – dont la vie sur cette terre s'est arrêtée dans une horrible conclusion, dénuée de tout sens.

---

NOTES:

[1] Samantha Power, “Remember the Blood Frenzy of Rwanda,” *Los Angeles Times*, 4 avril 2004.

[2] En opération au Rwanda depuis mars 2005. Voir, Edras Ndikumana, “Rwanda's Hutus Flee Genocide Courts,” 19 April 2005; et “Rwandan President asks Fleeing Residents to Return,” Reuters, June 3, 2005.

[3] Samantha Power, *A Problem from Hell: America in the Age of Genocide*, HarperCollins, 2002.

[4] Entrevue privée: Howard W. French, Northampton MA, USA, 30 mars, 2005.

[5] Howard W. French, “ Zaire Forest Hutu Refugees Near the End of the Road,” *New York Times*, March 13, 1997; voir aussi Howard W. French, *Africa: A Continent for the Taking: The Tragedy and Hope of Africa*.

[6] Entrevue privée. Howard W. French, Northampton MA, USA, 30 mars, 2005.

[7] Lt. General Roméo A. Dallaire, *Shake Hands with the Devil: The Failure of Humanity in Rwanda*, Arrow Books, 2003.

[8] Renée Lemarchand, noted in his authoritative text *Rwanda and Burundi* (Pall Mall Press, 1970) that “the term *Inyenzi* is currently used within and outside Rwanda to refer to small-scale Tutsi-led guerrilla units trained and organized outside Rwanda and varying in size from about six to ten men.”

[9] Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (National Republican Movement for Democracy and Development) (MRND).

[10] *The Iceberg of the Conflict in Africa of the Great Lakes Region: Lawsuit Against Those Responsible for the Concealed Crimes Against Humanity, International Forum for Truth and Justice in the Great Lakes Region of Africa*, [www.veritasrwanaforum.org](http://www.veritasrwanaforum.org).

[11] Conversation privée: Charles Onana, Paris, France, février 2004.

[12] *Les Secrets Du Génocide Rwandais, Enquête Sur les Mystères D'un Président* [The Secrets of the Rwandan Genocide, Investigations on the Mysteries of a President], was the subject of President Kagame's initial law suit that was heard in the 17th chamber of the French High court against Cameroonian Journalist Charles Onana., 2001.

[13] Voir:

<http://www.immortalchaplains.org/Prize/Ceremony2000/Rusesabagina/rusesabagina.htm>.

[14] Voir: <http://www.usip.org/peacewatch/1998/1298/profile.html>.

[15] James Rubin: Wayne Madsen, *Genocide and Covert Operations in Africa, 1993-1999*, Mellen Press, 1999.

[16] Voir: Pierre-Damien Mvuyekure, "Philip Gourevitch's Platonic and Conradian Eyes on the Genocide in Rwanda," in *Ishmael Reed's Konch*.

[17] Entrevue privée: Howard W. French, Northampton MA, USA, 30 mars, 2005.

[18] Robin Philpot, Rwanda: *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali* (That's Not How It Happened in Kigali), published in English on-line by the Taylor Report, [http://www.taylor-report.com/Rwanda\\_1994](http://www.taylor-report.com/Rwanda_1994).

[19] Terry George, Ed., *Hotel Rwanda – The Official Companion Book*, Newmarket Press, 2005.

[20] *The Iceberg of the Conflict in Africa of the Great Lakes Region: Lawsuit Against Those Responsible for the Concealed Crimes Against Humanity, International Forum for Truth and Justice in the Great Lakes Region of Africa*, [www.veritasrwanaforum.org](http://www.veritasrwanaforum.org).

[21] *A paper scheduled for publication*, Spring 2006, by Jean-Marie Vianney Higiroyi.

[22] *Some of them are: Alliance edited by Alliance National Unity (RANU), an organization that later changed its name into Rwandan Patriotic Front (RPF); Congo Nil, edited in Belgium by Francois Rutanga; Impuruza, edited by Alexander Kimenyi in the United States; Inkotanyi, edited by the RPF; Intego, edited by Jose Kagabo in France; Munyarwanda, edited by the Association of Concerned Banyarwanda in Canada; Avant Garde; Le Patriote; Huguka; and Umulinzi.*

[23] Le terme Banyarwanda se réfère à l'ethnie tutsie, et a été le plus souvent utilisé pour décrire les réfugiés tutsis du Congo (Zaïre).

[24] Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement ou National (MRND).

[25] Robin Philpot, *Ça ne s'est pas passé comme ça à Kigali*, [http://www.taylor-report.com/Rwanda\\_1994](http://www.taylor-report.com/Rwanda_1994).

[26] Voir *US Department of Defense, Foreign Military Sales, Foreign Military Construction Sales, and Military Assistance Facts*, (US Doc D1.2, F76, 996) 1997; voir aussi: Lt. Gen. Roméo A. Dallaire, *Shake Hands with the Devil: The Failure of Humanity in Rwanda*, Arrow Books, 2003: p. 273.

[27] Lt. Gen. Roméo A. Dallaire, *Shake Hands with the Devil: The Failure of Humanity in Rwanda*, Arrow Books, 2003: pp. 263-265.

[28] Voir, e.g.: {a} "Donatella Lorch: "Rwanda Rebels: Army of Exiles Fights for a Home," *New York Times*, 09 June 1994:10; and "Rwanda Rebels' Victory Attributed To Discipline," *New York Times*, 19 July 1994: 6; {b} Raymond Bonner: "How Minority Tutsi Won the War," *New York Times*, 06 September 1994:6; and "Rwandan Refugees Flood Zaire as Rebel Forces Gain," *New York Times*, 15 July 1994:1; {c} Joshua Hammer, "Rwanda: Situation Is Desperate," *Newsweek*, 20 June 1994:44-46; "Darkness Visible," *The New Republic*, 09 May 1994:9; and "Why Not Rwanda," *The New Republic*, 16 May 1994:7; {d} Editorial, "Double Tragedy in Africa," *New York Times*, 10 April 1994.

[29] Chris Black, "View From Rwanda: The Dallaire Genocide Fax: A Fabrication," 01 December 2005, Sanders Research Associates, [www.sandersresearch.com](http://www.sandersresearch.com).

[30] "Perception management" est le terme contemporain pour propagande.

- [31] *Africa Research Bulletin*, August 1997.
- [32] Voir: the *Geno Dynamics Project*, [www.genodynamics.com](http://www.genodynamics.com).
- [33] Conversation privée, Jean-Marie Vianney Higiroy, August 2005.
- [34] Conversation personnelle, anonyme pour des raisons de sécurité, juillet 2005.
- [35] Rutigita Macumu, "Paul Rusesabagina: Not a Hero!" *The New Times* (Kigali), 15 November 2005,
- [36] Frank Smythe, Arming Rwanda, *Human Rights Watch*, January 1994.
- [37] Lt. General Roméo Dallaire, *Shake Hands With The Devil*, Arrow Books, 2003: pp. 268.
- [38] Conversation privée: Chris Black, Barrister, *International Criminal Tribunal on Rwanda*, October 2005.
- [39] Chris Black, "Persecution Not Prosecution," October 2004, Sanders Research Associates, [www.sandersresearch.com](http://www.sandersresearch.com) .
- [40] Chris Black, "View From Rwanda: The Dallaire Genocide Fax: A Fabrication," 01 December 2005, Sanders Research Associates, [www.sandersresearch.com](http://www.sandersresearch.com) .
- [41] Chris Black, "View From Rwanda: The Dallaire Genocide Fax: A Fabrication," 01 December 2005, Sanders Research Associates, [www.sandersresearch.com](http://www.sandersresearch.com).
- [42] Chris Black, "View From Rwanda: The Dallaire Genocide Fax: A Fabrication," 01 December 2005, Sanders Research Associates, [www.sandersresearch.com](http://www.sandersresearch.com) .
- [43] Voir Ralph G. Kershaw, "Criminal Tribunal for Rwanda: International Justice According to Washington," *Covert Action Quarterly*, No. 74, Fall 2002.
- [44] Voir: Rory Carroll, "Genocide Tribunals 'Ignoring Tutsi Crimes,'" *Guardian*, January 13, 2005.
- [45] Chris Black, "Persecution Not Prosecution," October 2004, Sanders Research Associates, [www.sandersresearch.com](http://www.sandersresearch.com).
- [46] *The Iceberg of the Conflict in Africa of the Great Lakes Region: Lawsuit Against those responsible for the Concealed Crimes Against Humanity, The International Forum for Truth and Justice in the Great Lakes Region of Africa*, [www.veritaswanaforum.org](http://www.veritaswanaforum.org).
- [47] "Kagame Ordered Shooting Down of Habyarimana's Plane – Ruzibiza," *Hirondelle News Agency* (Lausanne), 14 November 2005.



[48] Second Lt Aloys Ruyenzi, Major General Paul Kagame Behind the Shooting Down of Late President Habyarimana's Plane: An Eye Witness Testimony, Norway, July 5, 2004.

[49] Entrevue privée: Howard W. French, Northampton MA, USA, 30 mars, 2005.

[50] David Newbury, "Convergent Catastrophes in Central Africa," November 1996, < [www.udayton.edu/~rwanda/articles/newbury96.html](http://www.udayton.edu/~rwanda/articles/newbury96.html) >.

[51] Entrevue privée: *name withheld to protect the witness*, Democratic Republic of Congo, août 2005.

[52] Front for the Democratic Liberation of Rwanda (FDLR) forces in eastern Congo number 40,000. See also: Keith Harmon Snow, "OPERATION IRON FIST: UN Launches Largest Ground Troop Operation in DR Congo Peacekeeping; In South Kivu Hills Rwandan Rebels Cornered," July 17, 2005, <http://www.allthingspass.com> .

[53] Entrevue privée: Howard W. French, Northampton MA, USA, 30 mars, 2005.

[54] Voir: Wayne Madsen, *Genocide and Covert Operations in Africa*, 1993-1999, Mellon Press, 1999.

[55] Robin Philpot, "Second Thoughts on the Hotel Rwanda: Boutros-Ghali: a CIA Role in the 1994 Assassination of Rwanda's President Habyarimana?," Counterpunch, 26/27 Feb. 2005, <http://www.counterpunch.org/philpot02262005.html> .

[56] Conversation privée: Chris Black, Barrister, International Criminal Tribunal on Rwanda (ICTR), October 2005; Herman Cohen is a former US Secretary of State for African affairs who served under the elder George Bush.

[57] Entrevue privée, *name withheld*, Bukavu, Democratic Republic of Congo, 11 juillet 2005.

[58] Pour plus d'informations voir [www.cia.gov/factbook/goes/sw.html](http://www.cia.gov/factbook/goes/sw.html).

[59] *On Ronco Company shipping weapons into Rwanda: see testimony by Kathi Austin, Hearing of the House International Relations Committee*, July 16, 1997.

[60] David Newbury, "Convergent Catastrophes in Central Africa," November 1996, [www.udayton.edu/~rwanda/articles/newbury96.html](http://www.udayton.edu/~rwanda/articles/newbury96.html).

[61] *RDR Calls for the Prosecution of Crimes Against Humanity and Other Violations of the International Law Committed by the Rwandan [RPF/RDF] Army, Rally for the Return of Refugees and Democracy in Rwanda, Press Release*, 9/2001, September 2001.

[62] Alison Des Forges, "D.R. Congo: Civilians Killed as Army Factions Clash," Human Rights Watch, Press Release, July 1, 2005.

[63]

Voir: [www.immortalchaplains.org/Prize/Ceremony2000/Rusesabagina/rusesabagina.htm](http://www.immortalchaplains.org/Prize/Ceremony2000/Rusesabagina/rusesabagina.htm)

[64] Rutigita Macumu, "Paul Rusesabagina: Not a Hero!" The New Times, (Rwanda State Newspaper) November 15, 2005; <http://www.allafrica.com>, November 16, 2005.

[65] Voir: Phil Taylor, "Carving Sudan: Hollywood's Helping Hand," The Taylor Report, [www.taylor-report.com](http://www.taylor-report.com), 17 February 2005.

[66] *"Rwanda Defense Forces" was the name eventually adopted to rename the formerly named army (Rwanda Patriotic Army) of the Rwanda Patriotic Front.*

[67] Phil Taylor, "Hotel Rwanda: No Room for the Truth," Taylor-Report, January 17, 2005, <http://www.taylor-report.com/articles/index.php?id=11>.

*Traduit de l'anglais par Antoine Roger Lokongo, révisé par mondialisation.ca.*